

Brochure n° 3169

Convention collective nationale

IDCC : 1726. – **CABINETS D'ÉCONOMISTES
DE LA CONSTRUCTION
ET DE MÊTREURS-VÉRIFICATEURS**
Collaborateurs salariés

AVENANT N° 4 DU 10 JANVIER 2007
À L'AVENANT N° 4 DU 28 AVRIL 1998 RELATIF À LA PRÉVOYANCE
NOR : ASET0750390M
IDCC : 1726

Entre :

L'union nationale des économistes de la construction et des coordonnateurs (UNTEC),

D'une part, et

Le syndicat national des cadres, employés, agents de maîtrise et assimilés des industries du bâtiment, des travaux publics et des activités annexes et connexes (SPABEIC) CFE-CGC BTP ;

La fédération nationale des salariés de la construction et du bois SYNAT-PAU CFDT ;

La fédération BATIMAT-TP CFTC ;

La fédération générale Force ouvrière du bâtiment et des travaux publics et ses activités annexes (FO BTP),

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Dans l'annexe C, le dernier alinéa de la garantie Indemnité journalière du régime de prévoyance « E1 » des ETAM est remplacé par le texte suivant :

« Accident du travail ou maladie professionnelle : 85 % du salaire de base (1), en comprenant les prestations de la sécurité sociale. »

Article 2

Dans l'annexe C, les 2 alinéas relatifs à la garantie Rente d'invalidité, Maladie ou accident de droit commun du régime de prévoyance « E1 » des ETAM sont remplacés par le texte suivant :

« Maladie ou accident de droit commun :

Invalidité totale, en complément d'une pension d'invalidité de 2^e ou 3^e catégorie de la sécurité sociale : 85 % du salaire net (2), rente sécurité sociale comprise.

Invalidité partielle, en complément d'une pension d'invalidité de 1^{re} catégorie de la sécurité sociale : 60 % de la prestation versée pour une invalidité totale (2^e ou 3^e catégorie), hors majoration pour enfants à charge.

Majoration pour enfants à charge, si le participant a un ou plusieurs enfants à charge (4) : + 5 % du salaire de base (1) en sus de la rente d'invalidité totale ou d'invalidité partielle. »

Article 3

Les dispositions des articles 1^{er} et 2 du présent avenant prendront effet à la date de sa signature.

Article 4

Le texte du présent avenant sera déposé en nombre d'exemplaires suffisants aux services centraux du ministre chargé du travail et au secrétariat greffe du conseil des prud'hommes de Paris, conformément aux dispositions de l'article L. 132-10 du code du travail.

Article 5

Les parties signataires demanderont l'extension du présent avenant auprès du ministère chargé du travail.

Fait à Paris, le 10 janvier 2007.